

3^{ème} Conférence sur l'Approche des Capacités

« D'UN DEVELOPPMENT VIABLE A UNE LIBERTE DURABLE »

8-10 Septembre 2003, Université de Pavie, Italie

**DYNAMIQUE DE LA FORMATION DU CAPITAL HUMAIN ET
DURABILITE SOCIALE :**

**Formation et scolarisation dans un quartier défavorisé
d'Antananarivo, Madagascar.**

Version provisoire

Haja ANDRIANJAKA

INSTAT (Institut National de la Statistique, Antananarivo, Madagascar)

andrianirhaja@wanadoo.mg

Isabelle DROY

IRD- UMR C3ED (CED-Université de Bordeaux IV, France)

CED Avenue Léon Duguit - 33608 Pessac -France

droy@u-bordeaux4.fr

RESUME

L'éducation de base et la formation professionnelle sont considérés comme des outils essentiels du renforcement du capital humain des individus. La mobilisation de ce capital éducation dépend ensuite des opportunités sociales qui se présentent à l'individu et lui permettent de réaliser ses potentialités.

Dans ce domaine, la durabilité sociale suppose que la génération suivante bénéficie d'un meilleur, ou au moins d'un même niveau de formation que les ascendants et qu'elle ait les opportunités d'emploi pour réaliser le capital accumulé.

Cette étude s'appuie sur les données d'une enquête réalisée en 2003 dans un quartier défavorisé de la capitale de Madagascar, Antananarivo. Les données recueillies permettent d'appréhender l'espace de capacités à travers l'analyse des conditions de vie, du revenu et de l'éducation. La dynamique intergénérationnelle est ensuite analysée à travers le niveau et les conditions de scolarisation des enfants du ménage et les différences observées au sein de la fratrie en fonction de l'âge et du sexe des individus. Une attention particulière est portée aux ménages monoparentaux dirigés par des femmes qui représentent un quart des ménages dans ce quartier.

INTRODUCTION

Madagascar a connu entre 1997 et 2002 une forte croissance économique qui succédait à des décennies de régression. La crise politique de 2002 a provoqué un coup d'arrêt brutal à cette croissance, dont les effets bénéfiques commençaient à être perçus par la population urbaine, laissant toutefois en marge la majorité de la population qui vit en milieu rural.

L'agglomération d'Antananarivo, capitale du pays, a été le principal centre de cette dynamique : avec 1,2 million d'habitants, elle représente 60% de la population urbaine. Comme dans beaucoup de pays en développement, l'inégalité des niveaux de vie y est frappante. Les conditions de vie dans les quartiers défavorisés restent, pour la majorité des ménages, en deçà des normes minimales convenues qui permettraient de les qualifier de conditions décentes.¹

L'accès à l'école fait partie des droits essentiels des individus. Si droit formel existe bien à Madagascar pour les garçons comme pour les filles, quelle est, dans la réalité, le parcours de formation des individus ? Quel est le lien entre la scolarisation des enfants et les capacités des ménages, c'est à dire « la liberté de mener différents types de vie » ou encore leur pouvoir d'être et de faire (Sen, 1993) ? Cette interrogation est menée à travers l'analyse d'enquêtes auprès des ménages d'un quartier défavorisé entre 2000 et 2003, intervalle permettant d'appréhender les conséquences économiques de la crise politique de 2002.

Cette étude est articulée en cinq parties. La première partie dresse un bref rappel des concepts utilisés dans ce travail, suivi en seconde partie par une présentation du quartier d'Isotry et des enquêtes menées. Les deux parties suivantes porteront sur une analyse des conditions de vie et des revenus des ménages, afin de mieux appréhender l'espace des

¹ Accès à l'eau potable, assainissement, conditions de logement etc.

capabilités. Enfin, la dynamique de formation du capital humain sera abordée dans la dernière partie.

I FONCTIONNEMENTS, CAPABILITES ET CAPITAL HUMAIN

Les travaux d'A. Sen (Sen, 2000) ont permis mieux comprendre les aspects multidimensionnels du bien-être (dans le sens large du *well-being*) et des situations de pauvreté qui sont associées à des manques ou à des lacunes dans différents domaines : santé, éducation, alimentation, revenus, droits politiques, reconnaissance sociale etc.

1.1 Fonctionnements et capacités

Connaître les droits, les ressources et les biens dont disposent les individus ne suffit pas pour analyser le bien-être. En effet, A. Sen montre que les informations dont on dispose sur les caractéristiques d'un bien ne permettent pas nécessairement de savoir ce que l'individu va pouvoir accomplir avec ce bien (Silber, 2001). Par exemple, dans le cas de l'éducation, il ne suffit pas d'avoir acquis un diplôme pour obtenir un emploi correspondant à cette qualification : l'individu titulaire du diplôme peut être soumis à une discrimination raciale, ethnique ou selon le genre ou encore le marché du travail peut être saturé pour ce type d'emploi. Cette relation entre les droits ou les ressources dont disposent les individus et l'usage qu'ils en font correspond pour Sen à la conversion des libertés formelles en libertés réelles (Guérin, 2003). La description des caractéristiques des biens d'un individu est donc souvent insuffisante pour évaluer le niveau de bien-être, car il faut savoir aussi ce que l'individu parvient à faire et être (*beings and doings*) avec les biens et les caractéristiques dont il dispose, ce que Sen désigne par «*functionings* » (Silber, 2001). Ce terme est traduit des différentes manières par les économistes francophones : « performances » (Silber), « fonctions vitales » (Guérin), ou encore simplement « fonctionnements ».

Cette divergence de traduction (et donc d'interprétation) est aussi observée pour le concept de *capabilities*, traduit tantôt par « capacité », tantôt par « capacité ». La capacité « d'une personne définit les différentes combinaisons de fonctionnements qu'il lui est possible de mettre en œuvre. Il s'agit d'une forme de liberté (..), la liberté de mener des modes de vie divers » (Sen, 2001).

1.2 Accessibilité et potentialités

Pour chacune des dimensions du développement humain, un individu ou un groupe va être confronté à deux problèmes. En premier lieu, l'accès à un certain nombre de biens, de services, d'informations ou la participation aux décisions ne sont pas les mêmes pour tous. Certains groupes peuvent être privés de droits ou de possibilités d'accès au logement, à la propriété foncière, ou au crédit ou à certains services comme l'éducation ou la santé, soit par le fait d'une discrimination (selon le genre, selon l'ethnie etc) ou du fait des inégalités spatiales et économiques (pas d'école ou de dispensaire dans leur quartier ou leur région). On parle alors de pauvreté d'accessibilité.

En second lieu, chaque individu a un « stock d'actifs » particulier, qui est lié à ses caractéristiques personnelles, à son éducation, à son état de santé, au capital physique et financier qu'il possède, aux relations sociales qu'il entretient etc. On appelle ces « actifs » les potentialités. La pauvreté des potentialités exprime donc un déficit d'accumulation dans les domaines de la santé, de l'éducation, des biens matériels ou des relations sociales (Dubois, Mahieu, Poussard, 2001).

Les potentialités ne peuvent être valorisées que si l'individu a l'opportunité sociale de le faire : par exemple, une femme diplômée peut ne pas avoir accès au marché du travail du fait d'une discrimination liée au genre. Les capacités dépendent donc de l'accessibilité et des potentialités. Le renforcement des capacités est un axe central des politiques de développement et plus particulièrement des politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Les différentes potentialités sont désignées sous le terme de «capital», car ce mot illustre bien l'aspect d'accumulation. Le *capital physique et financier* est bien entendu la forme la plus connue : il fait référence aux biens matériels (terres, équipements agricoles, matériel etc) et aux actifs financiers que possède un individu. On y inclut aussi la possibilité d'accéder au crédit. Le *capital humain* est bien analysé depuis les années 1990, date des premiers rapports sur le développement humain élaborés sous l'égide du PNUD. De nombreux programmes de développement tentent de le renforcer, à travers l'éducation et la santé. Les analyses montrant l'importance du *capital social* sont plus récentes, elles ont été développées à la suite de travaux de Pierre Bourdieu qui a montré l'importance des réseaux de relations sociales dans la réussite économique des individus. Le *capital politique* fait référence à la démocratie et à la participation aux décisions à tous les échelons, du local au national. Le *capital d'éthique* rassemble l'ensemble des normes et valeurs qui visent au respect des droits des personnes et des communautés.

Les différentes formes de pauvreté peuvent se cumuler ou se substituer entre elles : par exemple, la pauvreté monétaire peut entraîner une déscolarisation des enfants, ce qui à terme conduit à un déficit d'accumulation du capital humain et à une pauvreté des potentialités. Les enquêtes conduites auprès des ménages, donc de l'enfant dans sa famille, permettent d'appréhender ces différentes formes de pauvreté et d'identifier des groupes de population plus ou moins vulnérables en fonction du cumul de leurs difficultés.

1.3 Le capital humain, un concept devenu central en économie du développement

La notion de capital humain a été largement développée durant la dernière décennie ; sa prise en compte par la science économique a été impulsée par les travaux de Becker dans les années 60 (Becker, 1993). Le capital humain peut-être défini comme les qualités attachées à la personne humaine, relatives au niveau d'éducation-formation et à l'état de santé. Le «capital humain éducation» résulte de l'accumulation des connaissances et diplômes fournis par le système scolaire ou la formation professionnelle. Le «capital humain santé» résulte d'une nutrition adéquate et d'une prise en charge correcte du suivi sanitaire. Bien entendu, dans les deux cas, les caractéristiques personnelles ou les aptitudes des individus entrent aussi en ligne de compte.

Les investissements en capital humain sont maintenant considérés comme des facteurs essentiels du développement économique. L'éducation de base et la formation professionnelle sont les principaux outils du renforcement du capital humain des individus. La mobilisation de ce capital éducation dépend ensuite des opportunités sociales qui se présentent à l'individu. Le marché de l'emploi est une des opportunités qui lui permet de convertir sa dotation de capital humain-éducation en un emploi : la différence de dotation en capital humain détermine en grande partie les écarts de revenu d'activité au niveau individuel. Le niveau de capital humain est aussi un des éléments de la reconnaissance sociale.

Ainsi, l'éducation fait partie de ces fonctionnements qui ont « une valeur intrinsèque, c'est à dire que leur possession, indépendamment des préférences des personnes, est déterminante pour leur dignité et leur liberté » (Guérin, 2003). Dans cette perspective, qui s'inscrit dans la pensée de Sen, l'accumulation de capital humain-éducation doit être considéré dans un sens plus large que la seule amélioration des capacités productives des individus². L'école a aussi une fonction de socialisation des enfants, elle façonne leur intégration à la société, quelque soit le regard critique que l'on puisse poser sur le modèle sociétal en vigueur : actuellement, ne pas aller à l'école ou en être exclu, restreint ensuite la liberté de choisir son type de vie et donc ses capacités.

Le fonctionnement « être instruit » suppose que l'individu ait pu concrétiser son droit formel à aller à l'école et à suivre un cycle de formation. L'aptitude à la conversion de ce droit en capacité dépend de plusieurs facteurs : les caractéristiques personnelles comme l'aptitude aux études, les normes sociales en vigueur comme la non discrimination selon le genre ou l'ethnie, l'accessibilité de l'école qu'elle soit physique (école trop éloignée, enseignant absent) ou financière, l'environnement familial comme l'instruction des parents, le contexte affectif ou socio-culturel dans lequel évolue l'enfant.

La perspective dynamique tente d'appréhender la durabilité de ce fonctionnement « être instruit », c'est à dire les conditions de transmission aux générations futures. Développé en prolongement de la réflexion sur la durabilité environnementale du développement, le principe de durabilité sociale suppose que « les stocks de capital social et humain transmis aux générations futures soient au minimum égaux au niveau moyen par tête disponible actuellement ». (Dubois, Mahieu, Poussard, 2001).

Cette étude vise à décrypter partiellement, en fonction des informations disponibles, comment se réalise le fonctionnement « être instruit » dans un quartier défavorisé d'Antananarivo. La durabilité sociale suppose que la génération suivante bénéficie d'un meilleur, ou au moins d'un même niveau de formation que les ascendants et qu'elle ait les opportunités d'emploi pour réaliser le capital accumulé.

II. L'ENQUETE AUPRES DES MENAGES DANS UN QUARTIER DEFAVORISE D'ANTANANARIVO

2.1. Isotry, un quartier défavorisé de la « ville basse »

La ville d'Antananarivo a été construite sur une colline rocheuse formant une citadelle naturelle, Anjalamanga. La ville devint dès la fin du XVI^e siècle la capitale du royaume, statut qu'elle conserva jusqu'à nos jours. L'urbanisation la plus ancienne concerne l'ensemble de collines constituant la « ville haute », en forme de Y. Ces collines dominent des plaines marécageuses, dont l'aménagement débuta dès le XVII^e siècle, permettant de les transformer en rizières (Andrianaiivoarivony, 1998).

L'expansion de la ville s'est poursuivie au cours du XX^e siècle en colonisant peu à peu les parties basses. Mais, la maîtrise de l'eau sur ces zones reste délicate malgré les nombreux aménagements depuis les années 1960, comme la route digue qui protège les crues de l'Ikopa sur sa rive droite et qui a permis l'urbanisation plus ou moins contrôlée des plaines ainsi protégées. La « ville basse » est perçue comme un « agrégat concentré de tous les maux urbains : menaces d'inondation en saison des pluies, entassement humain, graves problèmes

² Pour certains économistes, le capital humain est souvent analysé uniquement sous cet angle assez étroit.

d'hygiène et de santé publique, circulation démentielle, pollution dangereuse, sécurité précaire, sous-équipement notoire dans les zones peuplées, tels sont les aspects les plus criants des problèmes de la ville basse » (Ramamonjisoa, 1998).

Parmi les quartiers de la «ville basse », l'ensemble formé par Isotry et les quartiers voisins stigmatise cette description peu avantageuse. Située sur la partie occidentale de la ville, bordée par le canal Andriantany et la voie ferrée, cette zone est très densément peuplée par une population le plus souvent défavorisée qui a développé un habitat «spontané » donc illicite, souvent à partir de matériaux de récupération. Cette densification non maîtrisée a aggravé les problèmes de gestion urbaine en particulier sur la circulation des eaux que ce soit pour l'évacuation des eaux usées ou l'alimentation en eau potable. Durant la saison des pluies, les canaux d'évacuation des eaux débordent fréquemment et les quartiers de la ville basse sont inondés par ces eaux usées. Les logements précaires sont particulièrement exposés et les conséquences sur la santé de leurs occupants sont manifestes : foyers de peste qui resurgissent à chaque saison des pluies, mortalité accrue des jeunes enfants par maladies gastro-intestinales.

Ces conditions de vie difficiles aggravent la situation d'une population le plus souvent confrontée à la précarité de l'emploi et ayant des revenus bas et irréguliers. Ces aspects multidimensionnels de la pauvreté entravent la constitution des potentialités des individus et plus particulièrement du capital humain santé et éducation des enfants.

2.2. Les objectifs de l'enquête

L'enquête réalisée en 2003 auprès de 500 ménages de ce quartier³ a pour objectif de mieux connaître les conditions de vie de la population d'un quartier défavorisé d'Antananarivo, en mettant en lumière les facteurs explicatifs des différentes situations de pauvreté rencontrées et en dégagant les stratégies mises en œuvre par la population pour sortir de cette pauvreté.

L'enquête 2003 prolonge un travail enclenché en 2000⁴, ce qui permet de constituer un panel de ménages en poursuivant un travail presque similaire. Les objectifs des deux enquêtes sont cependant légèrement différents. En 2000, l'enquête était plutôt axée sur l'environnement dans lequel les enfants évoluent ainsi que les pressions plus ou moins violentes qu'ils peuvent subir du fait de leur entourage (Droy, Rasolofo 2002). En 2003, l'enquête a pour objectif de saisir les effets sur les mêmes ménages de la crise économique 2002, provoquée par la crise politique liée à l'élection présidentielle.

La zone choisie correspond à l'aire d'intervention de l'ONG HARDI (Harmonisation des Actions pour un Développement Intégré), qui travaille depuis plusieurs années sur quelques quartiers à l'Est de la ville d'Antananarivo (Isotry, 67 ha). Cette association accompagne les familles en réalisant des formations pour l'accès à l'emploi, des structures d'accueil pour les enfants descolarisés et des actions de micro-crédit pour le démarrage d'activités.

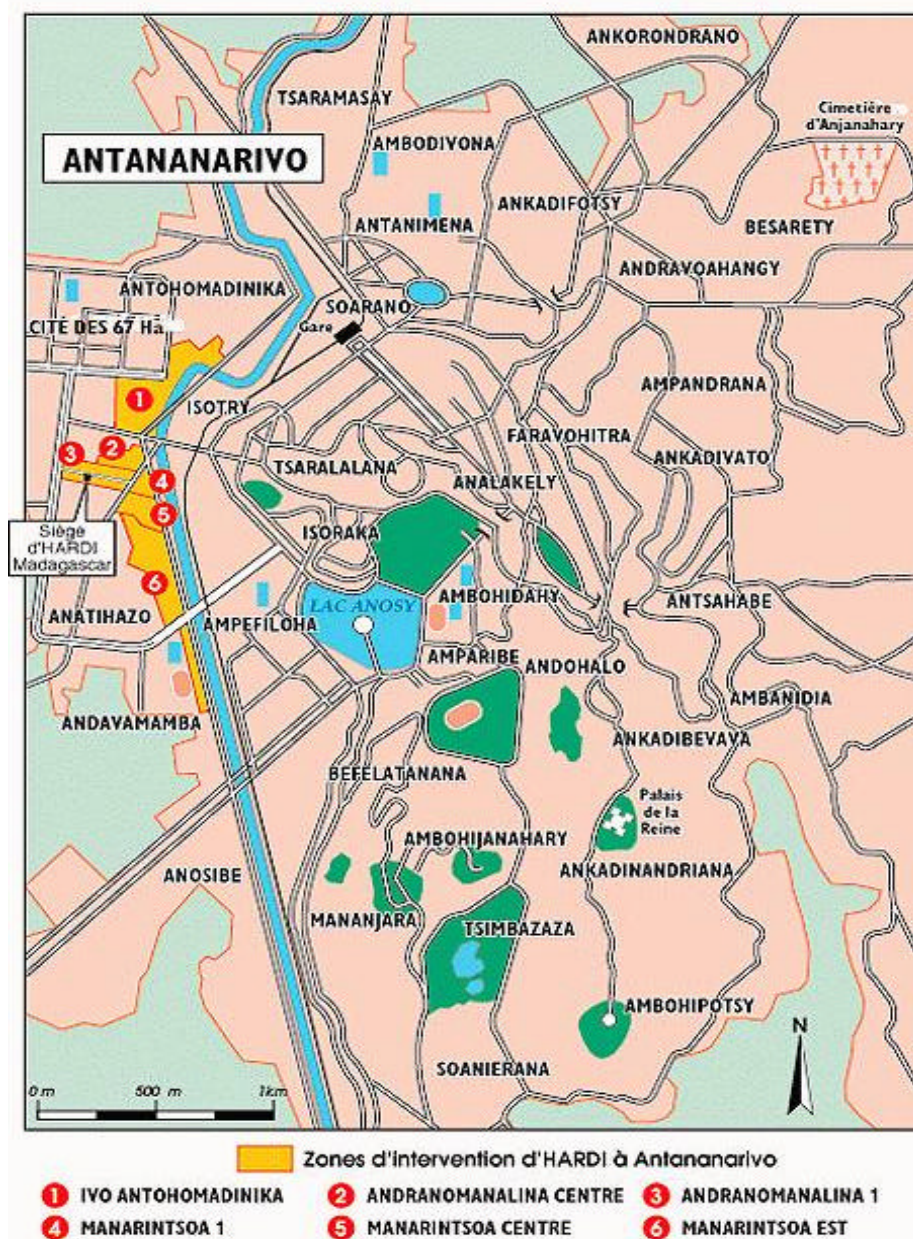
³ L'enquête a été réalisée par une équipe composée

- de chercheurs associés au C3ED-M (Université d'Antananarivo),
- de chercheurs et doctorants de l'UMR C3ED (IRD-Université de Versailles St Quentin en Yvelines) et du CED (Centre d'économie du développement - Bordeaux IV)
- de l'ONG Hardi (Harmonisation des actions pour un développement intégré).

Le financement a été assuré par l'UMR C3ED- pôle développement socialement durable.

⁴ L'enquête de 2000 a été financée par l'UNICEF, mise en œuvre par Hardi et exploitée par Hardi et l'UMR C3ED.

CARTE DE LOCALISATION DES ZONES D'INTERVENTION DE HARDI



Source : Hardi – Antananarivo

L'échantillon comprend 500 ménages dont près de la moitié (48%) sont bénéficiaires des actions de HARDI. Ces ménages sont répartis sur 14 Fokontany de la zone d'Isotry (voir carte de localisation des zones d'intervention de Hardi). L'objectif est aussi comparer ces deux groupes et d'éventuellement tirer des éléments de l'impact de l'intervention de l'association.

2.3.- La collecte des données

Le questionnaire auprès des ménages comprend plusieurs modules permettant la collecte des informations à deux niveaux, ménage et individu. A l'échelle du ménage,

l'enquête fournit des données sur l'habitat, les indicateurs de confort, les dépenses, les transferts, les emprunts, l'impact de la crise sur l'ensemble du ménage. Les informations recueillies au niveau individu portent sur les caractéristiques socio-démographiques, la scolarisation et les activités.

L'enquête a été réalisée en mars et avril 2003. Plus des deux tiers des ménages avaient déjà été enquêtés en 2000. De nouveaux modules ont été introduits afin de mieux prendre en compte les aspects multidimensionnels de la pauvreté et d'ouvrir des perspectives originales d'analyse. Un module concerne le capital social, afin d'approcher la nature et l'étendue du réseau social que peuvent mobiliser les ménages. Les modules sur la santé, l'alimentation et les risques auxquels le ménage est susceptible d'être confrontés permettent d'appréhender la vulnérabilité. Enfin, des questions sur la perception que les ménages ont de leur niveau de vie permettent une approche subjective de la pauvreté.

III. FAMILLES ET CONDITIONS DE VIE : LE CUMUL DES DIFFICULTES

3.1 Une proportion importante de ménages monoparentaux

La pyramide des âges est typique de celle d'un pays en développement. La population se caractérise par sa jeunesse, les personnes de moins de 20 ans représentent plus de 60 % de la population enquêtée, contre 37 % pour celle âgées de 20 à 59 ans. Les personnes de 60 ans et plus représentent seulement 2 % de la population, ce qui n'est pas surprenant quand on sait que l'espérance de vie sur l'ensemble du pays est de 52,2 ans (PNUD, RDH 2001).

Afin de pouvoir comparer les données avec celles des autres enquêtes effectuées à Madagascar, une définition identique du ménage a été retenue, quelles que soient les réserves que cette définition soulève. Dans ce cadre, un ménage est composé d'un ensemble de personnes apparentées ou non, mettant en commun au moins une partie des ressources, vivant sous le même toit, prenant des repas en commun et reconnaissant l'autorité d'un individu, le chef de ménage. (Blaizeau, Dubois, 1990) Ce chef est automatiquement l'homme dans le cas d'un couple. Les ménages dirigés par des femmes sont, dans ce cas de figure, des ménages sans homme adulte ayant l'autorité reconnue de chef.

Les ménages dirigés par une femme représentent près d'un quart des ménages (23%) ; cette proportion est plus importante que sur l'ensemble de l'agglomération d'Antananarivo (18 %, Madio, 2000). En raison du très faible effectif des ménages unipersonnels (1,5%), ceux-ci n'ont pas été traités séparément. Les ménages dirigés par une femme sont donc, sauf exception, des ménages de plusieurs personnes étant sous la seule responsabilité d'une femme. Ces femmes sont le plus souvent veuves ou en rupture d'union, en moyenne plus âgées que les hommes chefs de ménage.

L'importance numérique des ménages dirigés par une femme mérite qu'une attention particulière y soit apportée et que l'analyse développée ci-dessous s'attache à les comparer aux ménages « standard », dont le chef de ménage est donc un homme. L'enjeu en matière de définition de politiques publiques ou de programmes est important sachant que ces femmes ont bien souvent la charge d'enfants et que leur situation présente pèse sur la constitution des potentialités des générations suivantes.

Tableau 1 : Caractéristiques socio-démographique du chef de ménage

	Ménages dirigés par un homme	Ménage dirigés par une femme	Ensemble
Age moyen du chef de ménage	38	45	40
Taille moyenne de ménage	5,7	4,3	5,3
Statut matrimonial du chef de ménage			
Célibataire	1%	2%	1%
Marié(e)	40%	0	31%
Union libre	55%	0	43%
Divorcé(e)	1%	41%	10%
Veuf(ve)	3%	57%	15%
<i>Total</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs.

Contrairement à d'autres capitales de pays en développement, la proportion des chefs de ménages originaires d'autres régions du pays est assez faible. En effet, les trois quarts des chefs de ménages sont natifs du quartier ou de la ville d'Antananarivo. Pour le quart restant la plupart sont originaires des environs d'Antananarivo ou de sa province. La principale raison qui motive l'installation dans ce quartier de la capitale est la recherche d'emploi (62 %) et ensuite vient le regroupement familial (28 %).

3.2 La pauvreté des conditions de vie

La prise en compte des conditions de vie permet de compléter l'analyse de la pauvreté et des inégalités réalisée sous l'angle du revenu monétaire et de mieux appréhender les aspects multidimensionnels de la pauvreté en mettant en évidence certaines privations auxquelles sont soumises des catégories de population.

La pauvreté des conditions de vie, parfois aussi appelée pauvreté d'existence. Elle se manifeste par l'impossibilité de satisfaire aux fonctionnements essentiels concernant l'alimentation (sécurité alimentaire et déséquilibres nutritionnels), la santé (difficulté d'accès aux soins primaires, accès à l'eau potable), l'éducation (faible scolarisation) ou encore l'accès à un logement décent.

La pauvreté en milieu urbain présente des caractéristiques particulières qui la différencie de la pauvreté en milieu rural. A la précarité des logements, souvent commune au milieu rural et au milieu urbain, s'ajoute une insalubrité exacerbée par la densité de population et la promiscuité dans les logements. De surcroît, ces zones sont particulièrement affectées par la pollution urbaine : la pollution de l'air par les gaz d'échappement est plus importante dans les zones basses de la ville (car ce sont des gaz lourds) et en saison des pluies, ces quartiers sont inondés par les eaux usées qui débordent des canaux d'évacuation.

*Le logement : un habitat très précaire et insalubre*⁵

Les résultats de l'enquête montrent une pauvreté des conditions de vie de la population des quartiers d'Isotry. La « norme » de l'habitat des Hautes Terres est le pisé ou la brique. Or, dans le quartier, près de six logements sur dix sont en matériau de récupération ou relativement bon marché, comme les planches ou autres matériaux, les tôles ou le carton. Alors que la ville d'Antananarivo est électrifiée depuis des décennies, seuls 12% des ménages du quartier ont l'électricité dans leur logement. La lampe à pétrole constitue le mode

⁵ Cette partie reprend les grandes lignes de l'analyse de l'enquête Hardi 2000 et présentée par I. Droy et P. Rasolofo (2002)

d'éclairage le plus répandu (77 % des logements) suivie de la bougie (11 %). En ce qui concerne les types de combustibles, plus de trois ménages sur quatre utilisent le charbon de bois pour la cuisson des aliments, parfois en association avec le bois de chauffe.

Par ailleurs, la majorité des logements est composée d'une seule pièce exiguë dont la surface est en moyenne de 9 m². Le taux d'occupation de ces logements est aussi très élevé puisque la taille moyenne d'un ménage est 5,3 personnes. De plus, une pièce sert à la fois de chambre à coucher et de cuisine car sept ménages sur cent seulement possèdent une cuisine.

Moins de 4 % des logements sont raccordés au réseau de distribution d'eau de la ville et les bornes fontaines restent la principale source d'approvisionnement en eau des ménages d'Isotry (95%). La plupart des ménages ne disposent pas à domicile d'équipement sanitaire, même rudimentaire comme des latrines. Près d'un ménage sur six n'utilise aucun équipement, ce qui a des répercussions sanitaires importantes surtout en saison des pluies. Les enfants et les personnes de santé fragile de ce quartier ont d'ailleurs payé un lourd tribut lors de l'épidémie de choléra en 1998-1999.

Les équipements des ménages se résument parfois à une chaise et une table. Si la télévision reste un luxe rare et de toute façon limité à ceux qui ont l'électricité, la radio n'est pas pour autant présente dans la majorité des foyers. Or, la radio est un précieux moyen d'information surtout pour une population qui n'a pas accès à la presse écrite, trop coûteuse et difficilement accessible pour ceux qui maîtrisent mal l'écrit.

Cet ensemble de données fournit déjà des indications sur l'environnement des enfants, qui vivent dans des logements précaires caractérisés par l'exiguïté, l'absence de confort et l'insalubrité. L'impact négatif sur le « capital humain-santé » des populations n'est pas négligeable, même si la mesure n'est pas facile à effectuer.

La santé : de nombreux services mais qui ne sont pas à la portée de tous les ménages

Les populations de la capitale bénéficient d'une offre de services de santé qui devance de très loin les autres zones du pays, y compris les villes secondaires. Cependant, on observe une diminution de la fréquentation des structures sanitaires, en particulier pour les accouchements.

Le nombre de naissances à domicile a fortement augmenté ces dernières années au détriment des maternités. Plus deux tiers des enfants de 0 à 5 ans sont nés à domicile contre 39% pour les enfants de 11 à 14 ans. Et, la majorité de ces naissances à domicile ne sont pas assistées par une sage-femme, mais par une matrone ou pire, par quelqu'un de la famille (30% pour les enfants de 0 à 5 ans). Comparé aux conditions de naissance des individus plus âgés, la régression est spectaculaire : 83% des personnes de plus de 21 ans sont nées dans une maternité ou un centre de santé.

Cette désertion des structures de santé est motivée par des problèmes financiers, liés à la politique de recouvrement des coûts qui est appliquée dans les établissements sanitaires publics depuis quelques années et qui dissuade les ménages à faible revenu. De surcroît un accouchement hors du domicile occasionne des frais annexes (coût de transport ; garde des enfants en bas âge) qui grèvent lourdement le budget des familles. L'absence de confiance dans les structures et les personnels des établissements sanitaires est aussi un argument avancé par les ménages pour expliquer ce repli sur des pratiques anciennes.

Cette exemple illustre bien un cas de privations de droits : pour la mise au monde de leurs enfants, les ménages utilisent de moins en moins les infrastructures existantes, faute de revenus suffisants.

L'alimentation : une variable d'ajustement

Etre nourri correctement fait partie de «fonctionnements » essentiels. La quantité de nourriture, mais aussi sa qualité et sa diversité sont deux conditions que les ménages cherchent à remplir pour nourrir correctement leur famille. L'enquête Hardi ne permet pas de faire une analyse fine de la consommation alimentaire, comme cela peut être réalisé dans une enquête budget-consommation. Cependant, l'alimentation étant une priorité vitale, les éventuelles modifications qui y sont apportées en cas de difficulté illustrent bien la contraction de l'espace des capacités des ménages.

L'analyse des dépenses montre que plus de 60 % de la consommation des ménages est consacrée à l'alimentation : ce coefficient budgétaire est proche de celui mesuré à Antananarivo en 1998 pour le quartile le plus pauvre, mais assez éloigné de la moyenne sur l'ensemble de l'agglomération. Les dépenses de logement, regroupant les loyers et combustibles, arrivent en seconde position avec plus de 27 % des dépenses.

Tableau 2: Coefficient budgétaires de l'alimentation et du logement

Structure des dépenses (en %)	Enquête Hardi 2000	Madio1998 1° quartile de revenu	Madio 1998 Ensemble
Alimentation	62,7%	58,4%	47,7%
Logement	27,4%	23,7%	21,1%

Source : Enquête Observatoire de l'enfance 2000 et nos propres calculs. ; enquête MADIO 1998.

En cas de difficulté financière, tous les ménages modifient leur alimentation, généralement en réduisant les quantités consommées et en supprimant les aliments plus onéreux, c'est à dire les aliments protéinés comme la viande et le poisson. De plus, près de 4 ménages sur 10 déclarent ne pas manger régulièrement à leur faim. Ces restrictions s'inscrivent dans un contexte de malnutrition chronique : la dernière enquête démographique et de santé à Madagascar (EDS 1997) fait état de 48% des enfants de moins de trois ans souffrant d'un retard de croissance (taille trop petite par rapport à leur âge).

Tableau 3: Alimentation et aléas du niveau de vie

En cas de difficultés financières :	Ménages dirigés par un homme	Ménage dirigés par une femme	Ensemble
Impact sur l'alimentation du ménage	99%	98%	99%
Les stratégies d'adaptation :			
- par la réduction des quantités consommées	99%	98%	99%
- par la substitution en utilisant des aliments meilleur marché	33%	33%	33%
- par la suppression de certains aliments protéinés	72%	77%	73%
Ménages ne mangeant pas régulièrement à leur faim	40%	34%	39%
Ménages ayant une source d'approvisionnement d'aliments alternative à l'achat en ville (1)	8%	6%	7%

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

1) pour les deux tiers des ménages concernés, les produits proviennent du paiement en nature du loyer de terres qu'ils possèdent à la campagne.

L'ensemble de ces observations sur les conditions de vie des ménages montrent que leurs capacités sont réduites dans des domaines essentiels : avoir un logement décent, satisfaire ses besoins nutritionnels, accéder aux services de santé.

IV REVENUS ET NIVEAU DE VIE

Si la pauvreté ne peut être analysée uniquement à l'aune des revenus, il n'en reste pas moins que la faiblesse des revenus reste «une des causes essentielles de la pauvreté, pour la raison que l'absence de ressources est la principale source de privation des capacités d'un individu » (Sen, 2001).

4.1 Prendre en compte la taille et la composition de la famille

Dans une économie monétarisée, comme c'est le cas en milieu urbain, le revenu monétaire reste une variable déterminante pour apprécier le niveau de vie des ménages enquêtés. Le calcul de ce revenu est plus simple qu'en milieu rural, car l'autoconsommation des produits alimentaires est presque inexistante (seulement 1,8% des ménages dans le cadre de l'enquête). Le revenu de l'activité des différents membres du ménage provient du salariat ou d'une activité indépendante comme l'artisanat, les services etc.

L'évaluation du niveau de vie des ménages s'appuie souvent sur la consommation ou le revenu par tête. Ces indicateurs ne prennent en compte ni la composition de la famille, notamment l'âge des individus, ni les économies d'échelle liées à l'arrivée d'un individu supplémentaire. Pour pallier ces carences, l'échelle d'équivalence permet d'attribuer un « poids » à chaque individu dans le ménage, en tenant compte de l'âge des personnes composant le ménage et de la taille du ménage : par exemple, un individu adulte supplémentaire «pèsera» moins que le premier individu adulte. La limite principale des échelles d'équivalence est d'ignorer l'existence de discrimination entre les différents membres de la famille pour l'allocation des ressources (alimentation, dépenses d'éducation etc.). L'échelle d'Oxford est la plus couramment utilisée : elle comptabilise un adulte pour 1, les enfants de moins de quinze ans pour 0,5 et un adulte supplémentaire dans pour 0,7.

Les deux enquêtes budget-consommation réalisées par Madio en 1995 et en 1998 à Antananarivo ont permis à R. Ravelosoa de tester la pertinence de l'échelle d'Oxford et de constater son inadéquation au contexte malgache, en raison de la surestimation des économies d'échelle réalisées par les ménages. L'analyse économétrique a permis de proposer une nouvelle échelle d'équivalence linéaire convexe adaptée à la situation tananarivienne. (Ravelosoa, 1999). Les coefficients appliqués dans le cadre de l'échelle spécifique calculée pour Antananarivo sont de 0,8 par adulte supplémentaire et de 0,7 par enfant de moins de 15 ans. Ce sont ces coefficients qui sont utilisés ici.

4.2 La faiblesse des revenus

Les ménages des quartiers d'Isotry ont des revenus monétaires moyens qui représentent moins de moitié de ceux des ménages de l'agglomération d'Antananarivo. Le revenu moyen par ménage y est de 256 000 Fmg par mois, alors que celui des ménages de l'agglomération d'Antananarivo atteint 699 000 Fmg par mois en 2002⁶.

⁶ Nous ne disposons pas de ligne de pauvreté pour 2002. A titre indicatif le seuil de pauvreté par tête calculé à partir de données de l'EPM est de 314 000 Fmg en 1999.

Le revenu annuel par tête⁷ est en moyenne de 580 000 Fmg. En utilisant l'échelle d'équivalence calculée pour Antananarivo, ce revenu est en moyenne de 770 000 Fmg par unité de consommation. Les ménages dirigés par les femmes ne disposent en moyenne par unité de consommation, que de 87% du revenu des hommes, ce qui confirme l'écart entre les deux groupes et la concentration des ménages dirigés par des femmes dans les plus bas quartile de revenus. Pourtant, le taux de dépendance des inactifs par rapport aux actifs est presque identique entre les deux groupes : un actif entretient à peu près deux inactifs en moyenne. L'écart de rémunération entre les activités des femmes et celles des hommes est la principale explication à cet différence de revenu.

Tableau 4 : Revenus annuels selon le sexe du chef de ménage

	Ménages dirigés par un homme	Ménage dirigés par une femme	Ensemble
Revenu annuel par tête moyenne (Fmg)	596 000	530 000	580 000
Nombre moyen d'unités de consommation/équivalence	4,2	3,3	4
Taux de dépendance	1,9	1,8	1,9
Revenu annuel moyen par unité d'équivalence ⁸ (Fmg)	791 000	690 000	770 000
Quartile (revenu/ unité d'équivalence)			
25%	431 000	290 000	390 000
50%	680 000	510 000	640 000
75%	1 000 000	903 000	980 000

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

4.3 L'impact de la crise sur les revenus et les activités

Les activités sont pour la plupart concentrées dans le secteur informel : 88% des actifs travaillent dans ce secteur, que ce soit comme travailleur indépendant ou salarié. Les domaines d'activités sont très variés : docker, lessiveuse, petit commerçant, porteur d'eau, brocanteur, tireur de pousse-pousse etc. Une personne sur 10 travaille dans le secteur privé formel et moins d'une sur cent dans le secteur public. La proportion de personnes travaillant dans le secteur privé formel a augmenté entre 2000 et 2003, ce qui est un effet de la croissance économique que le pays a connu jusqu'en 2002 avec l'augmentation de l'emploi formel dans les zones franches. Les revenus proviennent surtout de l'activité principale, les activités secondaires représentant moins de 4% du revenu.

Tableau 5 : Evolution du revenu en francs constants 2000

Taux d'inflation entre 2000 et 2003			
Année	2 000	2 001	2002
Taux d'inflation (en %)	9,8	7,3	15,4
Indice de prix (base 100=2000)	1,000	1,073	1,238
Evolution des revenus mensuels moyens entre 2000 et 2003			
	2000	2003	Variation
Revenu par ménage	265 000	206 600	-22%
Revenu par unité de consommation	62 000	49 300	-21%
Indice de Gini- revenu par unité de consommation	0,397	0,371	-0,02

Source : INSTAT, enquête Hardi 2000 et 2003, nos propres calculs.

⁷ Les revenus des ménages sont calculés en faisant la somme des revenus de tous les membres des ménages, provenant des activités principales, des activités secondaires et des transferts en argent reçus.

⁸ Selon l'échelle d'équivalence convexe calculée par R. Ravelosoa (1999)

Le taux d'activité des chefs de ménage n'a pas beaucoup varié entre les deux périodes ; il s'élève à plus de 93%. En l'absence de mécanisme d'aide pour les sans-emploi ou d'aide sociale pour les familles démunies, les chefs de ménage sont obligés de trouver des activités de survie.

L'impact de la crise est par contre très net sur les revenus : en francs constants, le revenu moyen par unité de consommation a diminué de 21% entre 2000 et 2003. Pour des revenus qui sont déjà faibles, cette baisse est très importante. Par contre, l'indice de Gini, calculé uniquement pour les ménages de l'enquête, est peu élevé et son évolution entre les deux périodes est peu significative.

4.4 La perception des ménages sur l'évolution de leur niveau de vie

L'évaluation subjective de la pauvreté permet de refléter la perception que les ménages ont de leur niveau de vie et des principales difficultés qu'ils rencontrent. Seulement un quart des ménages estime «qu'il s'en sort à peu près » et 70% estime vivre difficilement. Des besoins essentiels comme l'alimentation ou le logement ne sont pas assurés correctement. Au delà des besoins matériels immédiats, plus de 40% des ménages jugent que l'éducation des enfants n'est pas assurée correctement.

Tableau 6 : Appréciation relative du niveau de vie

	Ménages dirigés par un homme	Ménage dirigés par une femme	Ensemble
Estimation du niveau de vie par rapport au revenu			
- vit bien	1%	2%	1%
- estime que ça va à peu près	24%	23%	24%
- s'en sort mais il faut faire attention	5%	4%	5 %
- vit difficilement	70%	71%	70%
Total	100%	100%	100%
Besoins du ménage mal couverts :			
Alimentation	64%	70%	66%
Habillement	77%	80%	78%
Logement	75%	79%	76%
Santé (accès aux soins et aux médicaments)	33%	39%	34%
Education des enfants	39%	49%	42%

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

L'importance des activités informelles génère une grande précarité des revenus, qui touche 40% des ménages. La situation au moment de l'enquête illustre cette vulnérabilité : la moitié des ménages arrive à peu près à faire face à la survie quotidienne, mais l'autre moitié est obligée soit de s'endetter ou soit de subir de fortes restrictions alimentaires. Près d'un ménage sur cinq déclare ne pas parvenir à manger tous les jours. Les ménages dirigés par des femmes semblent rencontrer, comme dans d'autres domaines, davantage de difficultés.

Tableau 7 : Situation actuelle du ménage

	Ménages dirigés par un homme	Ménages dirigés par une femme	Ensemble
Stabilité des revenus du ménages			
- revenus très instables	44%	42%	43%
- revenus à peu près stables	41%	40%	41%
- revenus stables	15%	18%	16%
Total	100%	100%	100%
Situation actuelle du ménage			
- arrive à mettre un peu d'argent de côté	11%	6%	10%
- arrive tout juste à l'équilibre financier	43%	42%	42%
- est obligé de tirer sur ses réserves	3%	2%	3%
- est obligé de s'endetter	25%	26%	25%
- ne parvient pas à manger tous les jours	18%	24%	20%
Total	100%	100%	100%

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

Le sentiment que le niveau de vie du ménage s'est dégradée au cours des deux dernières années est partagé par deux tiers des ménages : cette appréciation subjective est corroborée par la chute de 20% du revenus réel entre 2000 et 2003 (tableau 5).

Confrontés à des contraintes de survie quotidienne, les ménages ont un espace de capabilités très réduit. La formation du capital humain n'en est elle pas compromise ?

V EDUCATION ET SCOLARISATION

5.1 Une offre scolaire étendue mais dégradée

L'offre scolaire est étendue à Antananarivo et relève d'écoles publiques (EPP ou école primaire publique) comme d'écoles privées ; la préscolarisation des enfants de moins de 6 ans est aussi possible dans la capitale grâce à l'existence de nombreux jardins d'enfants privés. La longue tradition de scolarisation qui caractérise Madagascar et plus particulièrement Antananarivo, se manifeste par un taux élevé de fréquentation de l'école : dans la capitale, le taux net de scolarisation dans le primaire est de 88% et le taux brut de 131%⁹ (Madio, 1997).

Si les écoles existent bien, les conditions de scolarisation sont cependant difficiles en particulier à Isotry. Les effectifs de l'école primaire sont très élevés, allant de 60 à 70 élèves par classe. En raison du manque de place dans les locaux, les élèves sont divisés en deux groupes qui fonctionnent en alternance d'une semaine sur l'autre (groupe de la matinée et groupe de l'après-midi). Ce manque de moyens concerne donc aussi bien les infrastructures que le personnel enseignant, profondément affectés par la forte baisse de leur niveau de vie durant les trois dernières décennies.

Ces manifestations reflètent la faiblesse des politiques publiques de l'éducation prévalant à Madagascar depuis de nombreuses années. L'Etat, manquant de moyens pour assurer la scolarisation de base d'une population en pleine croissance démographique,

⁹ Le taux net de scolarisation dans le primaire est le rapport du nombre d'élèves de 6 à 11 ans dans le primaire sur le nombre d'enfants de 6 à 11ans (tranche d'âge théorique de fréquentation du primaire). Le taux brut prend en compte l'ensemble des enfants fréquentant le primaire sur le nombre d'enfants de 6 à 11 ans. Il est souvent supérieur à 100% en raison du maintien dans le cycle primaire d'enfants plus âgés (entrée tardive à l'école, redoublements ou discontinuité de la fréquentation).

s'oriente de plus en plus vers une politique de recouvrement des coûts éducatifs en mettant les ménages à contribution. Mais les coupes budgétaires dans le système éducatif associées à la chute du niveau de vie des ménages ont abouti à une dégradation importante du secteur, à une chute des taux de scolarisation et à une désaffectation des établissements publics au profit du privé. (Coury, 2000).

Les impacts de cette détérioration risquent d'être amplifiés pour les ménages les plus défavorisés qui n'ont pas la possibilité d'orienter leurs enfants vers un secteur privé de qualité.

5.2 Une scolarité écourtée faute de ressources

La scolarisation a des conséquences directes sur le niveau de formation acquis et donc sur le capital humain éducation que peuvent valoriser par la suite les individus. Il est assez simple de mesurer la « quantité » d'éducation, c'est à dire le nombre d'années scolaires suivies avec succès, ainsi que les taux de fréquentation de l'école des enfants en âge scolaire. Les carences et les biais liés à cette seule mesure sont cependant très importants. Un certain nombre de critères font défaut dans l'enquête qui auraient permis d'affiner l'approche : la qualité de l'éducation reçue, les caractéristiques personnelles des individus et leur origine sociale.

Les ménages du quartier Isotry se distinguent fortement de la moyenne de la capitale par un niveau de formation très bas, avec un léger écart entre hommes et femmes au détriment des femmes. Alors qu'à Antananarivo, le taux d'obtention du diplôme sanctionnant la fin des études primaire (CEPE) est de 66% (Madio, SET 1997), cette proportion n'atteint que 25% pour les ménages de l'enquête. Les trois quarts des personnes de plus de 21 ans ont quitté le système scolaire sans aucun diplôme, ce qui d'emblée les exclut de la plupart des formations professionnelles.

Tableau 8 : Niveau de formation de la population de plus de 21 ans

Niveau de formation	Hommes de plus de 21 ans	Femmes de plus de 21 ans	Total
Aucun diplôme	69%	81%	75%
A obtenu au moins le CEPE (certificat d'études primaires)	25%	17%	21%
A atteint le niveau secondaire ou plus	6%	2%	4%
Total	100%	100%	100%

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

L'absence de discrimination entre garçons et filles pour la scolarisation dans le primaire est aussi une observation classique à Madagascar (Droy, Rasolofo, 2002, Madio 1997). Par contre, l'enquête d'Isotry montre une sortie plus rapide des filles du système scolaire : le taux de scolarisation est quasiment identique pour les deux sexes sur la tranche d'âge la plus jeune (7-15 ans), mais évolue sensiblement en faveur des garçons pour le groupe un peu plus âgé : 18% des garçons de 16 à 21 ans suivent encore une formation contre 11% des filles. Il s'agit probablement d'arbitrages intra-familiaux en faveur des garçons, dans une situation où les ménages n'ont pas la liberté (au sens de Sen) de scolariser tous les enfants.

Les enfants n'ayant jamais fréquenté l'école ne sont pas nombreux, entre 3 et 6% selon la tranche d'âge. On retrouve ici l'importance accordée à l'instruction qui est ancrée depuis de nombreuses générations à Madagascar et particulièrement en milieu urbain. Mais,

pour les ménages d'Isotry cette scolarité est courte, chaotique et d'une « efficacité » limitée, puisqu'à peine un quart des individus réussit à obtenir la première étape qui est le CEPE.

Tableau 9 : Fréquentation de l'école et raison d'arrêt des études selon la tranche d'âge

Fréquentation de l'école	Groupes d'âge		
	7-15 ans	16 à 21 ans	Plus de 21 ans
N'a jamais été à l'école	3%	4%	6%
A été à l'école et a arrêté ses études	18%	82%	94%
Poursuit actuellement ses études	79%	14%	0%
Total	100%	100%	100%
Raison d'arrêt des études ou de non scolarisation selon la tranche d'âge	7-15 ans	16 à 21 ans	Plus de 21 ans
Besoin de travailler pour gagner de l'argent	9%	26%	24%
Frais de scolarité trop importants	60%	55%	66%
Echec scolaire	11%	9%	8%
Autre (grossesse mariage handicap école trop éloigné etc.)	20%	10%	2%
Total	100%	100%	100%

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

Les raisons d'abandon de l'école sont essentiellement liées à un manque de ressources de la famille, qui n'arrive pas à assumer des frais de scolarité élevés au regard de ses revenus : écolages, fournitures scolaires, uniformes ou habillement correct. Parmi les ménages les plus pauvres, les enfants doivent aussi travailler pour rapporter un peu d'argent. Le secteur informel est le principal employeur d'enfants ayant quitté l'école avant l'âge légal. Cette contribution peut se faire aussi tout en étant scolarisés : les enseignants soulignent que, dans le quartier d'Isotry, le taux d'absentéisme est élevé les matins de marché car les enfants y sont employés pour des « petits travaux ».

Cette fréquentation irrégulière, aboutissant parfois à un abandon de la scolarité, est généralement le fruit des contraintes de survie pesant sur le ménage. Ce n'est pas un choix libre fondé le sentiment « d'inutilité » ou « d'absence d'intérêt » de l'école pour la famille. Tout démunis qu'ils soient, les ménages ont parfaitement intégrés la dimension de l'école comme moyen de sortir de la pauvreté. Cette réaction est assez différente de celle parfois observée en milieu rural (ROR, 2001, Ramilison, 2000), où au-delà des savoirs fondamentaux (lire et écrire), la poursuite de la scolarité est perçue par certains ménages comme étant « sans intérêt pour la famille » et ne préparant pas au métier de paysan.

5.3 Aller et rester à l'école : des conditions parfois difficiles pour les ménages défavorisé

L'échec scolaire est aussi une importante raison d'abandon de la scolarité. Mais s'ajoute aussi une variable qu'on pourrait rattacher à l'accessibilité à l'école : les enfants ne rentrant plus dans certains critères d'âge par rapport à leur niveau ne sont pas acceptés à l'école publique. Une scolarité un peu chaotique, due à une fréquentation irrégulière de l'école et des redoublements peut ainsi conduire à un certain moment, à une situation d'exclusion, assimilée dans les enquêtes à l'échec scolaire.

La pauvreté d'accessibilité se manifeste aussi par les difficultés qu'éprouvent les familles à rassembler et à fournir un certain nombre de documents administratifs obligatoires

pour l'entrée à l'école publique¹⁰. La proportion d'enfants n'ayant pas d'acte de naissance est une fonction décroissante du groupe d'âge, mais concerne près d'un enfant sur dix dans le groupe de 0 à 5 ans. Les naissances hors union chez des très jeunes filles et une partie des naissances à domicile avec une matrone ne sont pas systématiquement déclarées à l'état civil. C'est au moment de la scolarisation qu'un certain nombre de parents effectuent une démarche au niveau du tribunal pour obtenir un jugement supplétif permettant l'obtention de l'acte de naissance nécessaire à l'inscription des enfants à l'école primaire publique. Dans le programme de scolarisation des enfants issus des familles défavorisées, des associations conseillent et accompagnent les parents sur les démarches à suivre pour l'obtention d'un acte de naissance.

5.4 Famille et scolarisation

La proportion très élevée de femmes étant sorties du système scolaire sans aucun diplôme (tableau 8) pèse lourdement sur le parcours scolaire de leur descendance. En effet, de nombreuses études montrent la relation positive entre l'éducation de la mère et la réussite scolaire des enfants. L'instruction des parents, et plus particulièrement, celle de la mère, conditionne fortement le taux de réussite des enfants (Coury, Razafindratisma 2000, Madio, SET1997).

Les facteurs liés aux faibles revenus et aux mauvaises conditions de vie ne sont pas seuls en cause. Les parents soulignent d'ailleurs eux-mêmes les difficultés qu'ils rencontrent dans le suivi du travail scolaire de leurs enfants, en raison de leur mauvaise maîtrise de la lecture et de l'écriture. Certains ont d'ailleurs sollicité l'association Hardi pour que soit organisé des cours d'alphabétisation pour les adultes.

La taille de la famille influe aussi sur les conditions de scolarisation des enfants : l'existence d'une relation inverse entre la taille de la fratrie et la réussite scolaire a été démontrée pour Antananarivo (Coury, Razafindratisma 2000), avec un effet de seuil de 4 enfants. A revenu égal, les familles nombreuses ont plus de difficulté à donner une instruction de qualité à tous leurs enfants dans un pays où les prestations familiales sont quasiment inexistantes.

Au moment de l'enquête, environ une famille sur dix ne scolarisait aucun de ses enfants en âge scolaire, c'est à dire ayant entre 7 et 14 ans¹¹. Cette proportion est légèrement plus importante parmi les ménages dirigés par des femmes (16% contre 8% pour les hommes).

Le taux de fréquentation scolaire est établi en faisant le rapport entre le nombre d'enfants de 6 ans à 14 ans fréquentant l'école au moment de l'enquête sur le nombre d'enfants âgés de 6 à 14 ans, qui est la tranche d'âge de la scolarité obligatoire. La proportion des enfants n'allant pas à l'école atteint 20%.

¹⁰ Les parents doivent fournir pour l'inscription de leur enfant :
- une copie d'acte de naissance justifiant que l'enfant a au moins 6 ans pour sa première année scolaire (classe de onzième),
une attestation de vaccination (BCG et DTCOQ polio),
un certificat de résidence justifiant que l'enfant habite dans le Fokontany,
un reçu de droit d'inscription de 16 500 à 20 000 Fmg par élève selon l'EPP,
un reçu d'adhésion à l'association des parents d'élèves ou FRAM variant entre 5 000 à 10 000 Fmg selon l'EPP.

¹¹ Cela ne veut pas dire que ces enfants n'ont jamais été à l'école

Tableau 10: Statut du ménage et scolarisation des enfants

	Ménages dirigés par un homme	Ménage dirigés par une femme	Ensemble
Proportion de ménages ayant des enfants en âge scolaire (6-14 ans)	79%	21%	100%
Chef de ménage n'ayant jamais été à l'école	5,2%	8,8%	6%
Ménages ne scolarisant aucun enfant en âge scolaire	8%	16%	9,7%
Taux de scolarisation des enfants en âge scolaire (1)	81%	77%	80%
Taux brut de scolarisation dans le primaire (2)	150%	143%	148%
Taux net de scolarisation dans le primaire (3)	80%	78%	79%

Source : Enquête Hardi 2003 ; nos propres calculs. .

1enfants de 6 à 14 ans scolarisés/ enfants de 6 à 14 ans

2population scolarisée dans le primaire/population de 6 à 11 ans

3 population de 6 à 11 ans scolarisée dans le primaire/ population de 6 à 11 ans

Les taux brut de scolarisation dans le primaire correspondent au rapport de la population fréquentant actuellement l'école primaire (quelque soit son âge) sur la population qui doit être théoriquement dans le primaire (entre 6 et 11 ans)¹². Ces taux sont très élevés, atteignant presque 148%, avec toujours une petite différence entre les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes. La comparaison avec les taux net, qui est de 79%, permet de nuancer l'analyse : la différence entre les deux taux s'explique par l'importance des redoublements. En effet, de nombreux enfants sont encore dans le primaire alors qu'ils devraient déjà être au collège. Ils quittent souvent ensuite l'école sans avoir obtenu le CEPE : parmi la population âgée de 14 à 16 ans, seulement une personne sur cinq a obtenu le CEPE et seulement 7% continue encore des études.

L'arrêt très précoce des études ne permet pas d'avoir un acquis consolidé et durable des bases fondamentales que sont la lecture, l'écriture ou le calcul. Plus du tiers des jeunes âgés de 16 à 21 ont, au mieux, deux années de primaire validées : cette population va très probablement rapidement être confrontée au handicap de l'illettrisme, selon la définition de l'Unesco, c'est à dire des individus ayant fréquenté l'école mais n'ayant pas acquis ou conservé la maîtrise de la lecture et de l'écriture.

5.5 La durabilité de la formation du capital humain

Pour appréhender la dynamique intergénérationnelle de formation du capital humain, nous avons construit un modèle faisant le lien entre les capacités des adultes et la fréquentation de l'école par les enfants. Les variables prises en compte sont le niveau d'instruction du chef de ménage, le niveau de revenu des ménages, le secteur d'activité du chef de ménage.

Afin d'avoir un échantillon plus large et un spectre plus important de niveaux de revenus ou d'instruction, les données de l'enquête Hardi ont été fusionnées avec celles de l'enquête emploi menée dans l'agglomération d'Antananarivo en fin d'année 2002. Afin de juger de l'influence propre des différents paramètres sur la probabilité de n'avoir jamais été

¹² La scolarité dans le primaire dure 5 ans et donc un enfant entré à l'école à 6 ans et qui ne redouble pas quitte le primaire à 11 ans. Dans de nombreuses études sur Madagascar, le taux de scolarisation dans le primaire est calculé sur la population de 6 à 10 ans, ce qui pose un problème de cohérence et donc tend à réduire artificiellement le taux. Dans cette étude le taux est calculé sur la population de 6 à 11 ans, ce qui est plus cohérent mais ne permet pas les comparaisons avec d'autres sources.

scolarisé ou de ne plus l'être, nous avons procédé à deux estimations économétriques *régression* et *probit*. (voir tableau en annexe).

Dans la première régression (Modèle 1), on estime la probabilité pour un enfant (âgé entre 6 et 24 ans) de n'avoir jamais été à l'école. Par le deuxième modèle, on cherche à estimer la probabilité de ne plus être scolarisé, pour un enfant âgé entre 6 et 24 ans. Les mêmes variables explicatives (relatives à l'enfant et à sa famille) ont été retenues dans ces deux modèles.

Les résultats de ces estimations montrent que les jeunes enfants, issus de milieux socio-économiques et culturels les plus bas (chef de ménage peu instruit et travaillant dans le secteur informel), sont les plus susceptibles de ne jamais avoir fréquenté l'école. Les enfants plus âgés, issus de ces mêmes milieux, présentent quant à eux, une plus grande vulnérabilité face au risque d'abandonner les études.

Le rang de naissance n'influe pas sur la tendance à ne pas être scolarisé, de même que le sexe de l'enfant ne constituerait pas un critère de choix décisif. Les filles malgaches jouissent d'un traitement relativement équitable en matière de scolarisation, même si elles sont plus susceptibles d'avoir abandonné l'école plus tôt que leurs camarades masculins. Par ailleurs, elles ne semblent pas avoir fait les frais, outre mesure, du récent phénomène de non-scolarisation ou de déscolarisation des jeunes enfants. En effet, parmi les petites filles et les petits garçons âgés entre 6 et 10 ans, la proportion de non scolarisés (i.e. des enfants jamais inscrits à l'école ou en ayant été retiré) est identique.

Les enfants qui, aujourd'hui, n'ont plus accès à l'éducation sont, en majorité, issus des ménages les plus défavorisés, caractérisés par une précarité tant économique, sociale que culturelle.

5.6 Conclusion : une faiblesse du capital humain-éducation

Les écarts sont importants avec les indicateurs de scolarisation de l'agglomération d'Antananarivo, où plus de 90% de la population déclare savoir parfaitement lire, écrire et compter et où le nombre moyen d'années d'études réussies est de 7 ans, c'est à dire le niveau de classe de 5^o (Madio, SET 97). Les résultats en matière d'éducation à Isotry se rapprochent plutôt de ceux observés dans une région rurale enclavée du Sud Ouest de Madagascar (plaine côtière Mahafaly), où une enquête complémentaire sur les observatoires ruraux en 1998 avait permis d'analyser l'importance de la sortie précoce du cycle primaire (Ramilison, 2000).

L'arrêt prématuré des études, comparé au reste de la population d'Antananarivo, est principalement motivé par des contraintes financières ou d'accessibilité, comme l'échec scolaire aboutissant à l'exclusion.

CONCLUSION

L'analyse des enquêtes effectuées auprès des ménages du quartier d'Isotry montre un cumul des formes de pauvreté monétaires et de conditions de vie (logement, santé, éducation), dont les conséquences sur la construction des potentialités des individus sont manifestes. Les indicateurs relatifs au capital humain-éducation révèlent un faible «stock» d'actifs, aussi bien pour la génération des parents que celle des jeunes sortis récemment du système scolaire. Les chiffres mettent en évidence la brièveté du parcours scolaire de

nombreux enfants, avec une entrée tardive et une sortie précoce de l'école, ce qui raccourci singulièrement la durée de la scolarité.

On voit le lien intergénérationnel des situations de pauvreté, en particulier dans la construction du capital humain éducation. Les nombreuses analyses de la réussite scolaire mettent en évidence l'importance du niveau d'instruction des parents, des revenus et de l'ensemble des variables déterminant le contexte socio-culturel dans lequel évolue l'enfant.

Cette situation préoccupante risque de s'aggraver avec la baisse des revenus des ménages consécutive à la crise de 2002. Loin d'être améliorée ou même assurée, la durabilité sociale semble compromise à court terme, à moins que les politiques publiques de lutte contre la pauvreté n'enrayent cette détérioration.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRIANAIVOARIVONY R., 1998. «Naissance de la cité des mille » *La cité des mille. Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*. CITE-TSIPIKA, Berger-Levrault, p. 11-22.
- BECKER G., 1993. *Human capital. A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*. The University of Chicago Press.
- COURY D., RAZAFINDRATSIMA N., 2000. Demande d'éducation et taille de la famille à Antananarivo, *Revue d'économie du développement*, 4/2000 p. 105 à 134.
- COURY D., 2000. *De l'école au premier emploi : le poids de l'éducation et de l'origine sociale au cours du temps à Antananarivo*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Paris.
- DROY I., RASOLOFO P., 2002. . *Les facteurs de risque de maltraitance dans les ménages en situation précaire à Antananarivo- Madagascar*, communication au colloque international de Dakar « Enfants d'aujourd'hui, diversité des contextes, pluralité des parcours ».
- DUBOIS J.L., MAHIEU R., POUSSARD A., 2001. « La durabilité sociale comme composante d'un développement humain durable », *Le développement humain : Cahiers du Gratice, Université de Paris XII Val de Marne*, pp. 95-113.
- GUERIN I. , 2003. Femmes et économie solidaire. La Découverte- MAUSS SED.
- MADIO, 1997. *Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997- Premiers résultats de l'enquête SET 1997*. Projet MADIO, Antananarivo.
- MADIO, 1998. *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*. Projet MADIO, Antananarivo.
- MADIO, 2000. *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages dans sept grandes villes de Madagascar*, Projet MADIO, Antananarivo.
- MICHAELOWA K., 2000. *Dépenses d'éducation, qualité de l'éducation et pauvreté : l'exemple de cinq pays d'Afrique francophone*. Centre de développement de l'OCDE, document technique n°157.
- RAMAMANJISOA J., 1998. « Paysages et problèmes urbains » *La cité des mille. Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*. CITE-TSIPIKA, Berger-Levrault.
- RAMILISON E., 2000. *La sortie du cycle primaire dans l'observatoire de la plaine côtière Mahafaly*. Projet Madio, n°2000-01/E.
- RAVELOSOA R. ,1999. Niveau de vie et taille des ménages : estimation d'une échelle d'équivalence. *Economie de Madagascar*, n°4, p . 33-51.
- ROR , 2001, . *Les ménages ruraux durant la campagne 2001*, Les cahiers du ROR, n°3, Antananarivo.
- SEN A.K. , 1993. *Ethique et économie*, PUF.

SEN A.K, 2000. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Odile Jacob.

SILBER J., 2001. « *Amartya Sen et la mesure de la croissance économique et du développement social* » Revue d'économie du développement, 3/2001, pp. 107-135.

ANNEXE

Les probabilités de n'avoir jamais été scolarisé (modèle 1) ou de ne plus l'être (modèle 2) Estimation Probit.

Variables explicatives	Modèle 1	Modèle 2
Constante	2,583*	0,808*
Sexe		
Garçon	ns	ns
Fille	Référence	Référence
Age (ans)		
[6 ; 10[	-0,708*	3,002*
[11 ; 14[	ns	2,177*
[15 ; 19[	ns	0,908*
[20 ; 24[	Référence	Référence
Revenu des ménages (en 1000 Fmg)		
Moins de 250	-0,312*	ns
[250 ; 450[	-0,206***	-0,158**
[450 ; 750[	ns	ns
750 et plus	Référence	Référence
Sexe du chef de ménage		
Homme	ns	ns
Femme	Référence	Référence
Niveau d'instruction du chef de ménage		
Primaire	-0,663*	-1,226*
Secondaire	-0,321***	-0,700*
Supérieur	Référence	Référence
Secteur d'activité du chef de ménage		
Public	ns	ns
Privé formel	ns	-0,233***
Informel	-0,224***	-0,451*
Inactif/chômeur	Référence	Référence
Taille de ménage		
Moins de 4 personnes	-0,462**	0,864*
5 personnes	-0,322**	0,730*
6 et 7 personnes	-0,204***	0,435*
8 personnes et plus	Référence	Référence
Echelle d'équivalence par ménage		
Moins de 3,7	0,464*	-0,507*
[3,7 ; 4,6[	0,670**	-0,335*
[4,6 ; 5,5[	0,366**	-0,164**
5,5 et plus	Référence	Référence
Log de la vraisemblance	-660,185	-1604,917

Source : Enquête HARDI et Enquête Emploi urbain 2002.

ns : non significative * significatifs au seuil de 1 % ** significatifs au seuil de 5 % *** significatifs au seuil de 10 %